



LA PROPAGANDA-ABTEILUNG DE FRANCE: TÂCHES ET ORGANISATION

Author(s): Élisabeth Dunan

Source: *Revue d'histoire de la Deuxième Guerre mondiale*, 1ère Année, No. 4, Sur l'Allemagne en guerre (Octobre 1951), pp. 19-32

Published by: Presses Universitaires de France

Stable URL: <http://www.jstor.org/stable/25731097>

Accessed: 27-11-2017 14:11 UTC

JSTOR is a not-for-profit service that helps scholars, researchers, and students discover, use, and build upon a wide range of content in a trusted digital archive. We use information technology and tools to increase productivity and facilitate new forms of scholarship. For more information about JSTOR, please contact support@jstor.org.

Your use of the JSTOR archive indicates your acceptance of the Terms & Conditions of Use, available at <http://about.jstor.org/terms>



Presses Universitaires de France is collaborating with JSTOR to digitize, preserve and extend access to *Revue d'histoire de la Deuxième Guerre mondiale*

LA PROPAGANDA-ABTEILUNG DE FRANCE : TÂCHES ET ORGANISATION ⁽¹⁾

Les archives des Services allemands de Propagande sous l'occupation ont été rarement conservées en France, les Allemands ayant, en général, détruit ou emporté leurs papiers en partant.

A Paris, la Libération a permis aux Archives nationales de récupérer un petit nombre de dossiers provenant de la *Propaganda-Abteilung* (Section de Propagande) de France et du service subordonné, la *Propaganda-Staffel* de Paris (PS.).

A Bourges, les Archives départementales conservent, presque au complet, les papiers du service local (*Aussenstelle*) de la *Propaganda-Abteilung*.

En ce qui concerne l'histoire de l'*Abteilung*, les documents de Bourges complètent très largement ceux que possèdent les Archives nationales, surtout pour la province. Ainsi est-il possible actuellement de se faire une idée d'ensemble de l'organisation et des tâches de cet organisme si mal connu jusqu'à présent.

Peu après l'installation d'un Commandant militaire allemand à Paris (*Militärbefehlshaber Paris*), il est fait mention, le 28 juin 1940, de la *Propaganda-Staffel* de Paris. La *Propaganda-Abteilung* de France à laquelle elle sera subordonnée, n'est créée officiellement que le 18 juillet 1940, date à laquelle elle apparaît aussi pour la première fois sur un tableau des services placés dans le cadre de l'état-major de commandement (*Kommandostab*) de l'Administration militaire en France. Elle paraît alors rattachée à la section Ic — renseignements — de l'administration militaire, en même temps que la police secrète militaire (*geheime Feldpolizei*) et le service des laissez-passer. Plus tard, à partir du 31 janvier 1942, elle se trouve placée dans le cadre des services du chef de l'état-major général, qui relève directement du Commandant militaire.

(1) La présente étude doit servir d'introduction à un inventaire des dossiers de la propagande allemande conservés aux Archives départementales du Cher.

Des papiers provenant de services de propagande allemande sont signalés dans quelques autres dépôts départementaux, à Bourg, Lille et Tours, à Angers, Bar-le-Duc, Laval, Niort et Pau. Sauf dans les trois premiers dépôts où il peut exister quelques documents sur les services eux-mêmes, il s'agit de collections d'imprimés — tracts et brochures — d'affiches et de photographies.

La *Propaganda-Ableitung* de France, organisme de la *Wehrmacht* (1), est une émanation de la Section « Pays étrangers » du ministère de l'Information et de la Propagande du Reich, dont elle reçoit directives et matériel de propagande et dont son organisation est inspirée. Elle est l'organe officiel de la propagande nazie en France.

En face d'elle, l'Ambassade d'Allemagne à Paris — Service d'Information et Institut allemand — a des buts et des tâches de propagande parallèles aux siens. C'est la raison qui explique la rivalité de ces deux organismes, très jaloux de leurs prérogatives : cette rivalité oppose deux ministères — l'Information et les Affaires étrangères — deux méthodes — celle de diplomates et d'intellectuels à celle de techniciens propagandistes — et sans doute deux tendances, la tendance purement nazie étant celle de la *Propaganda-Ableitung*. L'histoire de l'organisation et de l'activité de l'*Ableitung* est dominée par une lutte, dont l'épilogue est un accord intervenu entre les deux ministères, dans la seconde quinzaine de juillet 1942. A la suite de cet accord, l'Ambassade, en la personne du consul général Knothe, ancien fonctionnaire du ministère de la Propagande, est chargée, comme en temps de paix, des rapports culturels, de la littérature et des films ; elle s'occupera des échanges intellectuels et artistiques. Les tâches de censure dans ces domaines sont laissées à l'*Ableitung* (2).

Le ressort de la *Propaganda-Ableitung* s'étendait sur toute la France occupée, à l'exception des départements lorrains et alsaciens annexés et des départements du Nord et du Pas-de-Calais : la *Propaganda-Staffel* de Lille a relevé en effet, presque jusqu'à la fin de l'occupation de la *Propaganda-Ableitung* de Belgique (3). Un service régional ou *Staffel* se trouvait placé sous ses ordres dans chacun des secteurs d'administration militaire allemande de France, à savoir :

— la *Propaganda-Staffel* de Paris dans le secteur de Paris ; sa création est antérieure à celle de l'*Ableitung*, mais en raison du caractère trop indépendant de ses membres et de ses démêlés avec l'Institut allemand, elle fut supprimée le 15 novembre 1942 ;

— la *Propaganda-Staffel* du Nord-Ouest, dans le secteur A ; son

(1) Son personnel, civil ou militaire, est membre de la *Wehrmacht*, entièrement militarisé au début de 1943 et englobé dans les *Propaganda-Truppen* qui sont considérées comme troupes combattantes (cf. PS 1, *Ableitungsbefehl* 174, 19-2-1943 et Bourges 1, *Staffelbefehl*, 117, 25-2-1943).

(2) Bourges 5, Circulaire secrète du chef de la *Staffel* du Nord-Ouest aux chefs des services locaux, 14-8-1942, transmettant une mise au point du « commandeur » de l'*Ableitung*, qui répond aux bruits sur la dissolution ou la transformation de cet organisme. Le « commandeur » ajoute que, malgré les démarches entreprises par le ministère des Affaires étrangères à Berlin pour faire confier à l'Ambassade les branches Propagande active et Radio, il a été décidé en haut lieu que celles-ci demeureront du ressort de l'*Ableitung*.

(3) C'est le 19 juin 1944 seulement que la *Staffel* de Lille paraît rattachée à la *Propaganda-Ableitung* de France. (Bourges 3, pièce 378, Directives de propagande du groupe « Propagande de combat » de la *Propaganda-Ableitung de France*, 19-6-1944.) Les îles anglo-normandes relèvent également de l'*Ableitung* durant toute l'occupation.

siège est à Saint-Germain d'abord, puis au Vésinet, à partir du 6 octobre 1942 ;

— la *Propaganda-Staffel* du Nord-Est, dans le secteur C, dont le siège est à Dijon ;

— enfin l'*Aussenstelle* de Bordeaux, dans le secteur de Bordeaux ; elle est érigée en *Staffel* le 15 janvier 1941, supprimée à nouveau le 31 mars 1942, après la disparition du secteur administratif de Bordeaux le 31 janvier précédent, et prise en charge, en tant qu'*Aussenstelle*, par la *Staffel* du Sud-Ouest, le 26 août 1942.

Chacun de ces services régionaux a sous ses ordres des services locaux — *Aussenstellen* ou *Nebenstellen* — généralement placés auprès du *Feldkommandant* au siège de la préfecture d'un département, quelquefois auprès du *Kreiskommandant* dans les sous-préfectures importantes.

Au moment de l'occupation totale de la France par les troupes allemandes, un service régional (*Militärzensurstaffel*) est installé à Lyon : en juillet 1943, ce service a sous ses ordres 10 services locaux dans les départements de la zone sud. Mais, comme son nom l'indique, son rôle a dû se limiter à la censure.

La *Propaganda-Abteilung* de France et les *Staffeln* de province sont composées de *Referaten* ou groupes (1), eux-mêmes subdivisés généralement en sous-groupes, dont l'organisation varie au cours de l'occupation.

Au 1^{er} décembre 1940, l'*Abteilung*, dont les principaux services siègent à l'Hôtel Majestic à Paris, est composée comme suit :

— l'état-major de direction, qui a pour chef le major Schmidtke, « commandeur » de l'*Abteilung* ; celui-ci est assisté de deux officiers, dont le premier a le titre d'adjoint, le second celui de capitaine d'état-major. Le second officier est supprimé entre juin et octobre 1943 ;

— le *Lektorat*, dont émanent, dès octobre 1940, les premiers rapports conservés de l'*Abteilung* ; il a, entre autres tâches, celle de former des collections d'articles marquants de la presse de France occupée, et de les transmettre, pour information, aux services les plus importants du commandant militaire ; il disparaît après le mois de mai 1942, englobé sans doute par le groupe « Presse » ;

— le groupe « Presse », auquel l'« Agence française d'Information de Presse » (A. F. I. P.), remplaçante d'Havas en zone occupée, est directement subordonnée, à partir du 10 janvier 1941, puis, le 28 décembre de la même année, le sous-groupe « Surveillance du papier » ; il est réorganisé lors de la dissolution du groupe « Presse » de la *Staffel* de Paris, à partir du 10 août 1942, et du réemploi de ses membres à l'*Abteilung* : la surveillance de l'activité de la presse provinciale passe alors entièrement de la *Staffel* à l'*Abteilung* ; la prise en charge de l'A. F. I. P. par

(1) A partir de 1942, les deux termes ne sont plus employés indifféremment, celui de *Referat* désigne alors exclusivement le sous-groupe, comme c'est l'usage dans les services d'administration militaire allemande.

l'« Office français d'Information » (O. F. I.) provoque, le 1^{er} octobre 1942, une nouvelle réorganisation du groupe, auquel l'O. F. I. est directement rattaché ;

— le groupe « Radio », composé des sections « Musique », « Émissions parlées et Variétés », « Actualités », et du « Service d'Information », qui englobe, pratiquement dès le début de 1941, officiellement à partir du 10 mai, le groupe « Radio » de la *Staffel* de Paris ; le 20 mars 1941 est créée une section « Censure et service de contrôle », qui est directement subordonnée au chef des émissions (*Sendeleiter*), pour travailler en collaboration étroite avec les trois premières sections ; en 1943, le groupe se compose du chef de groupe, du chef des émissions et des sous-groupes « Radio-Paris », « Radio-journal », « Technique », « Télévision » ;

— le groupe « Littérature » (*Schrifttum*) (1), qui prend en charge les tâches du groupe correspondant de la *Staffel* de Paris, entre le 17 juillet et le 15 août 1942 ;

— le groupe « Propagande active », qui travaille en liaison avec les autres groupes, auxquels il donne ses directives ; il prend en charge le personnel et les tâches du groupe correspondant de la *Staffel* de Paris, à la dissolution de celle-ci ; à partir du 12 avril 1944, la propagande active prend le nom de « Propagande de combat » ;

— le groupe de l'« Administration » qui s'occupe de comptabilité, fournitures et matériel ;

— enfin un Bureau d'Informations (*Nachrichtenbüro*) qui, par la suite, après juin 1941, est probablement englobé par le groupe « Presse ».

Un service de Contrôle des films (*Filmprüfstelle*) apparaît dès le 31 juillet 1940 ; d'autre part, le groupe « Film » de la *Staffel* de Paris est rattaché à l'*Ableitung* au début de 1941, puis supprimé à partir du 31 août 1942 : le service du Contrôle des films centralise alors les tâches relatives au film laissées à l'*Ableitung* par l'Ambassade.

Le *Referat* ou groupe « Culture » est mentionné pour la première fois à l'*Ableitung*, le 9 octobre 1941, à la suppression de la *Staffel* de Paris, il englobe l'ancien groupe « Culture » de celle-ci, avec ses sous-groupes : « Beaux-Arts » (*bildende Künste*), « Musique », « Théâtre », « Variétés » (*Artistik*).

La *Propaganda-Staffel* de Paris, dont le siège est 52, avenue des Champs-Élysées, commence par vouloir supplanter la *Propaganda-Ableitung*, en donnant directement des instructions aux *Staffeln* de province. Ses divergences de vue avec l'*Ableitung* et le conflit qui oppose ses groupes « Littérature » et « Culture » à l'Institut allemand provoquent son démembrement progressif, puis sa suppression totale.

Son organisation est sensiblement analogue à celle de l'*Ableitung*. A la fin de 1940, elle est dirigée par un *Staffelführer* assisté d'un représentant, et

(1) Mentionné dès le 12 août 1940 (PS 12, 2, Rapport d'activité du groupe « Littérature » de la *Staffel* de Paris, 12 au 22-8-1940).

se compose des groupes « Presse », « Culture », « Littérature », « Propagande active », « Radio », « Film ». Le 15 août 1942, elle est réduite au chef d'état-major (*Staffelführer*), au service de comptabilité, aux groupes « Propagande active » et « Culture », à un bureau des laissez-passer et un service des télégrammes.

Les *Staffeln* de province, qui s'organisent surtout à partir d'octobre 1940, ont une composition inspirée de celle de l'*Abteilung*, avec quelques variantes : ainsi la *Staffel* du Nord-Ouest englobe, le 19 mars 1941, les sous-groupes : 1) Théâtre, Musique, Variétés ; 2) Film ; 3) Beaux-Arts ; 4) Littérature. Le 27 octobre suivant, le groupe « Film » devient indépendant du groupe « Culture ». Enfin, le 11 août 1942, le groupe « Propagande active » reçoit l'initiative dans toutes les questions relatives aux branches de Film, Culture et Littérature.

Les services locaux sont dirigés par un chef (*Leiter*), assisté d'un ou de plusieurs auxiliaires subalternes.

La *Propaganda-Abteilung* reste en contact permanent avec le ministère de la Propagande du Reich, grâce aux visites de délégués du ministère à Paris, ou de l'*Abteilung* à Berlin. Suivant les instructions reçues, elle donne ses ordres (*Abteilungs- Stabs- et Gruppenbefehle*) et le matériel de propagande aux *Staffeln*. Celles-ci les transmettent, ou s'en inspirent, en s'efforçant de les adapter aux conditions régionales, dans les ordres (*Staffelbefehle*) et les circulaires envoyées aux services locaux, organismes d'exécution et de renseignement privés d'initiative.

La liaison entre l'ensemble des services de l'*Abteilung* en France occupée est assurée grâce aux rapports rédigés par chacun d'entre eux, aux inspections des services locaux. Dès le début de 1941, l'*Abteilung* organise régulièrement des réunions de chefs de services régionaux ou locaux et de spécialistes des diverses branches à Paris et en province. Des représentants du ministère de la Propagande y prennent généralement la parole, les assistants reçoivent des instructions et des conseils ou présentent leurs objections et suggestions. La *Staffel* du Nord-Ouest crée en outre, le 31 mars 1941, auprès d'elle un service de liaison spécial pour renforcer encore le contact entre sa direction et ses services locaux. Enfin, dans le domaine de la presse spécialement, une centralisation de la correspondance des *Staffeln* entre les mains du chef du groupe de l'*Abteilung* s'observe à partir du 10 août 1942.

Un effort de liaison dans le travail avec la Belgique et la Hollande se manifeste, en particulier, au Congrès des spécialistes de Culture, Littérature et Périodiques des *Abteilungen* de Belgique et de France, et des services correspondants de Hollande, tenu à Bruxelles, les 8 et 9 mars 1941.

Le travail doit se faire en étroite collaboration, pour les mesures de réquisitions, perquisitions, d'arrestations ou interdictions éventuelles, avec les services allemands de renseignement et de police, et les services d'administration militaire à tous les échelons, pour la propagande elle-même avec l'Ambassade. En pratique, cette collaboration est la cause de contro-

verses et difficultés nombreuses, surtout à Paris avec l'Ambassade, principale rivale de l'*Ableitung* (1).

La centralisation assez forte de la *Propaganda-Ableitung* lui confère certainement une puissance redoutable, mais son organisation n'est pas sans défauts.

Seuls les dirigeants — chefs de *Staffeln* ou de groupes — sont des techniciens de la propagande. Les autres membres du personnel doivent recevoir une formation spéciale tout en exerçant leurs fonctions, comme en témoignent les conférences faites à leur intention sur les principes du national-socialisme, les tâches particulières du service — (instructions sur l'espionnage, le truquage des films, etc.) — et même sur des sujets de culture générale. En outre, abstraction faite du major Schmidtke et de quelques-uns de ses collaborateurs intimes, qui conservent leur poste jusqu'à la fin de l'occupation, les mutations fréquentes du personnel d'un service à un autre, des renvois temporaires en Allemagne, sous prétexte d'éviter de possibles attaches, donnent l'impression d'une certaine instabilité générale, dont l'activité de l'*Ableitung* a dû se ressentir. Les rapports d'inspections des services locaux critiquent à plusieurs reprises le travail de ces services, la négligence qui s'y observe, la non-application des directives, et même la tenue personnelle des chefs.

* * *

La *Propaganda-Ableitung* de France a été créée pour s'occuper exclusivement de la population française (2).

Pour la période de guerre, son but essentiel est de sauvegarder l'ordre public afin de ne maintenir qu'un minimum d'effectifs dans le pays et de mettre celui-ci totalement à contribution pour la guerre allemande grâce au recrutement d'ouvriers pour l'Allemagne et au large emploi de la population au service de son économie de guerre. Lorsque les projets de débarquement anglo-américains se précisent, l'*Ableitung* prétend assurer partiellement la sécurité à l'ouest en « neutralisant moralement » ces projets par une propagande de démoralisation.

Pour la période d'après-guerre, elle envisage de ruiner l'influence

(1) Le groupe V9 de la Section administrative des services du Commandant militaire chargé de propagande en faveur de la collaboration financière semble avoir un rôle minime, il est supprimé au printemps de 1942 (cf. Archives du *Militärbefehlshaber in Frankreich* (M. B. F.), XXXIV, Assurances, 132, f° 10 ; *ibid.*, XLIV A, 181, Rapport final de l'administration militaire en France, 25-3-1945, pp. 35-36). Les services de propagande attachés à l'organisation Todt, comme la *Propaganda-S'Aff'l* de Boulogne, mentionnée en décembre 1940 (M. B. F., I, LB 29, Rapport de l'*Ableitung*, 16 au 22-12-1940, p. 12) disparaissent aussi, et les camps de travailleurs de l'O. T. sont pris en charge par l'*Ableitung* (Bourges 2, Documents secrets, pièce 220, Rapport de la *Staffel* du Nord-Ouest, 1 au 28-2-1943, p. 3).

(2) Ses services ont pu, d'une manière provisoire, au début, ou occasionnellement dans la suite, s'occuper aussi des troupes allemandes en organisant par exemple, à leur intention, des visites de Paris, un bureau de théâtre, des spectacles spéciaux.

morale et économique de la France à l'étranger, afin de la remplacer par l'influence allemande et de préparer l'asservissement économique de notre pays à l'Allemagne, notamment par l'investissement progressif de capitaux allemands, dans les affaires de la presse, de la radio, de l'édition, de film, de théâtre.

Pour obtenir ces résultats, elle veut acquérir l'adhésion de l'opinion française à la politique de collaboration en la persuadant de l'infériorité de la France et de la supériorité allemande.

L'*Ableitung* a donc trois rôles à exercer :

— un rôle de censure et de contre-propagande, afin d'éliminer toute influence anti-allemande, maçonnerie ou juive ;

— un rôle de renseignement, exercé avec l'aide des services allemands d'espionnage et de police : elle veut sonder l'opinion publique, connaître ses réactions en face des événements ;

— un rôle de propagande enfin : elle désire présenter aux Français l'Allemagne nouvelle, les avantages du régime nazi, ses réalisations, surtout dans le domaine social, sans toutefois, est-il précisé, « révéler les secrets du relèvement allemand », et souligner l'invincibilité allemande.

Les groupes « Propagande active » de l'*Ableitung* et des *Staffeln* dirigent, dans les grandes lignes, l'activité des autres groupes. Après entente préalable avec l'Ambassade, ils donnent le signal des « actions » de propagande, préparées, sur un thème déterminé pour une date fixée à l'avance, et qui sont réalisées par la publication d'affiches, de tracts, de brochures tirés à un grand nombre d'exemplaires, par la mise à contribution de la radio, de la presse, du film, de la littérature.

Pour la diffusion du matériel de propagande — collage d'affiches, distribution de tracts — ils organisent, dès octobre 1940 à Paris, à partir de février 1941 en province, des « colonnes civiles de propagande » composées de « personnes de confiance » (*Vertrauenspersonen, V-Männer*), que la police secrète militaire a été chargée de recruter, et qui servent en même temps d'indicateurs, d'agents glanant en général leurs renseignements dans les endroits publics surtout sur les marchés. Ils se font aussi aider dans ce travail, comme dans la rédaction des tracts et brochures, par quelques membres des partis collaborationnistes. Des essais de mise en vente de brochures sont tentés, surtout par l'Ambassade, mais l'échec enregistré fait renoncer à ce procédé. Souvent, les brochures et les tracts sont joints en supplément aux journaux ou envoyés anonymement par la poste. Au début de 1943, des « Centres d'Informations régionales » (C.I.R.) sont organisés dans certaines villes de province, à Caen, Amiens, Alençon, Laon, Cherbourg, Bourges, pour servir d'organes de diffusion et de sondage de l'opinion.

L'Angleterre est le premier objectif visé par les « actions » de propagande. Une « grande action » (*Grosspropaganda Aktion*) débute à la radio le 13 octobre 1940, dans la presse le 18 ; la contribution du film est aussi prévue ; des affiches sont tirées à 100.000 exemplaires, des tracts à un

million et des brochures à 50.000. En juillet 1941, sur l'ordre exprès de Berlin, une mesure générale de contre-propagande V est entreprise en réponse au V des Anglais : la propagande allemande s'empare de l'idée, pour l'exploiter à son profit, comme si elle avait été la première à la concevoir.

Le programme anti-juif vient s'ajouter au thème de l'Angleterre, à partir de la deuxième quinzaine d'octobre 1940 (1), il est complété dans les mois suivants par l'action anti-maçonique et anti-gaulliste.

En février 1941, se déclenche la propagande en faveur du recrutement de travailleurs pour l'Allemagne, qui deviendra un des thèmes favoris. Elle s'infiltré ensuite dans les entreprises françaises d'armement travaillant pour l'Allemagne, à l'aide des moyens habituels, concerts, séances de cinéma, retransmissions radiophoniques destinés aux ouvriers, distributions de tracts.

En juillet 1941 commence la propagande contre l'U. R. S. S. Une certaine inquiétude semble se manifester : la surveillance de l'opinion redouble, la collaboration avec les services de police et d'espionnage se fait plus étroite, des questionnaires spéciaux sur les réactions de l'opinion en face des événements sont envoyés aux services locaux. Au moment des « durs combats défensifs » allemands à l'est, au début de 1943, la propagande contre l'U. R. S. S. est renforcée par l'*Aktion Annemarie*.

Avec l'entrée en guerre des États-Unis, un nouveau thème s'ajoute aux précédents.

En 1944, l'effondrement allemand est proche. Les attentats contre les « hommes de confiance », distributeurs de tracts, sont tellement nombreux que ce mode de diffusion est complètement remplacé par les envois postaux. Une campagne de manifestations et de discours dans toute la France est envisagée en mai 1944 avec le concours d'orateurs membres des partis collaborationnistes, auxquels des directives doivent être données lors d'un congrès tenu à Paris. La propagande allemande cherche à semer la division entre l'Angleterre et la France, en exploitant les différences de caractères des deux pays, et elle souligne le péril russe. En un mot, la « propagande de combat » est devenue « défensive » dans son ensemble.

Dans le domaine de la presse (2), l'action a commencé dès l'arrivée des troupes allemandes. D'une part, la réquisition des locaux des journaux repliés et la main-mise financière (saisies d'actions, nominations de contrôleurs financiers ou d'administrateurs), à Paris, puis en province, sont

(1) M. B. F., I, LB 29, Rapport de l'*Ableitung*, 16 au 22-10-1940, p. 10. — Cf. Jacques POLONSKI..., *La presse, la propagande et l'opinion publique sous l'occupation*, Paris, Centre de Documentation juive contemporaine, 1946 (*Études et monographies*, n° 1).

(2) Cf. A. CHESNIER DU CHESNE, *La presse parisienne pendant l'occupation*, dans *France intérieure*, cahier 29, 15-2-1945, pp. 12-19. — COMMISSION CONSULTATIVE DES DOMMAGES ET DES RÉPARATIONS, *Emprise allemande sur la pensée française*, *Monographie. P. F. 1 Presse* [Paris], 1947, pp. 12-14, 31-32. — MINISTÈRE DE L'INFORMATION : DIRECTION DE LA DOCUMENTATION, *La presse autorisée sous l'occupation allemande*, dans *Notes documentaires et études*, n° 218 (série française, LXV), 14 janvier 1948, pp. 1-16.

assurées par les services de l'Administration militaire allemande. D'autre part, la formation d'équipes nouvelles, puis la réapparition progressive des journaux sous leur nom ancien, enfin la création de journaux nouveaux sont l'affaire des groupes « Presse ». A Paris, « Le Matin » et « La Victoire » sont les premiers à reparaitre, suivis bientôt de « Paris-Soir », puis de « L'Illustration » (août 1940), du « Petit Parisien », de « L'Œuvre » (septembre), de « L'Auto » (octobre).

D'abord, pour entraîner les journaux à leur tâche, on leur donne à publier des articles tout faits. Toute velléité de résistance est brisée par les censeurs. A Paris, « La Victoire » est supprimée au bout d'une semaine. A Poitiers, l'éditeur de « Tours-Soir » est arrêté pour avoir refusé de publier un article hostile aux Anglais. A Châlon-sur-Saône, l'éditeur du « Progrès » est poursuivi pour avoir laissé paraître une information de source vichysoise non soumise à la censure. Des difficultés s'élèvent à Bordeaux avec « La petite Gironde » qui, pour les Allemands, est trop favorable à Vichy. « Le Petit Parisien » qualifié de « dernier bastion de la réaction anti-allemande dans la presse parisienne » est pourvu d'un commissaire.

Des conférences de presse réunissant journalistes français et étrangers sont organisées, en liaison avec le Service d'Information de l'Ambassade : un exposé critique de la situation y est fait, des directives y sont données. Leur but est de permettre, par des prises de contact personnelles, de façonner la presse dans un sens favorable aux Allemands (1).

Les spécialistes de l'*Abteilung* cherchent à exercer une action ignorée du public, grâce à leurs relations personnelles avec des hommes disposés à collaborer et placés par eux, aux postes dirigeants de la presse française. Dans un ordre d'idées analogue, le projet de réorganisation sociale de la corporation de la presse vise le ralliement à la cause allemande des rédacteurs et leur soumission dans l'après-guerre, à l'influence allemande.

A partir du 10 janvier 1941, l'A. F. I. P., qui fonctionne depuis le 29 octobre 1940, est rattachée au groupe « Presse » de l'*Abteilung*. Cette agence, en apparence sous direction française, avec des rédacteurs et employés français, est en réalité étroitement surveillée, et régie par des Allemands, à la tête desquels se trouve le *Sonderführer* Hermes ; elle a pour rôle d'organiser le Service d'Information, de censurer et de choisir les nouvelles propres à être commentées. Dans la suite, l'A. F. I. P. organise aussi des services en province. La prise en charge de l'A. F. I. P. par l'O. F. I., en octobre 1942, a pratiquement pour effet de placer la zone sud sous le même régime que la zone nord. Vers la fin de l'occupation, la censure préalable est supprimée avec certaines réserves et les directions de journaux suffisamment entraînées font leur censure elles-mêmes.

En province, les conditions régionales peuvent créer des tâches spéciales : ainsi dans les départements côtiers de la Manche, la presse essaye

(1) M. B. F., I, LB 29, Rapport de l'*Abteilung*, 16 au 22-12-1940, p. 12. — Cf. Edmond DUBOIS, *Paris sans lumière (1939-1945). Témoignages...*, Lausanne, 1946, pp. 137-162.

de lutter contre l'influence de la radio anglaise, en donnant aux journaux locaux, le samedi ou le dimanche, des suppléments qui traitent du succès et des avantages du régime nazi en Allemagne.

Malgré tous les moyens mis en œuvre, les Allemands sont obligés de reconnaître, au début de 1943, le désaccord qui existe entre l'opinion publique et l'opinion exprimée dans les journaux.

A la radio, la première préoccupation allemande est de brouiller les émissions anglaises. Une centrale de brouillage fonctionne à partir du 9 octobre 1940, on en installe quatre autres dans la suite. Mais presque tous les services locaux des *Staffeln* doivent constater, au printemps de 1941, que la radio anglaise continue, comme par le passé, à influencer la population, car les postes de brouillage ne peuvent empêcher celle-ci d'écouter les émissions de Londres. Pour remédier à cet état de choses, les services locaux de la *Staffel* du Nord-Ouest installent sur les places publiques des principales villes des haut-parleurs permettant la retransmission de programmes contrôlés par les Allemands. Ils envisagent même l'installation d'appareils récepteurs dans les grands restaurants. Lorsqu'au printemps de 1944, tous les postes privés de radio sont confisqués en Normandie, des salles d'auditions publiques sont installées dans les mairies, mais, devant leur insuccès, des retransmissions dans les rues et sur les places publiques sont envisagées.

Le poste émetteur « Radio-Paris », instrument de propagande allemande à l'usage des Français, dépend directement du groupe « Radio » de l'*Ableitung*, et suit les consignes générales. Son émission de « La rose des vents », par la correspondance qu'elle provoque, est un facteur de sondage de l'opinion publique.

Dans la branche du cinéma, après avoir opéré plusieurs saisies de matériel cinématographique à Paris (1), le service spécialisé de l'*Ableitung* s'occupe de censure. Les films anglo-saxons et les films français de propagande sont éliminés. La réouverture progressive des salles de projection est réalisée, après « aryanisation ». Les Allemands comptent utiliser le cinéma à des fins de propagande. Ils veulent influencer la population grâce aux actualités et obligent les directeurs de salles à les faire passer à chaque séance, souvent entre le documentaire et le film principal. Ils imposent aux programmes le plus grand nombre possible de films allemands, qu'ils font synchroniser à cet effet.

L'accord intervenu en juillet 1942, entre les ministères de la Propagande et des Affaires étrangères du Reich, entraîne la suppression du groupe « Film » de l'*Ableitung* et la réorganisation du service du Contrôle des films dirigé par Derichsweiler, à partir du 31 août 1942. L'Ambassade prend alors en charge toutes les questions de politique culturelle dans ce

(1) Cf. COMMISSION CONSULTATIVE DES DOMMAGES ET RÉPARATIONS, l'incursion allemande sur la pensée française. *Monographie P. F. 2. Industries cinématographiques*, pp. 16-18.

domaine, d'emploi du film de propagande, d'importation et d'exportation, de laissez-passer. De son côté, l'*Abteilung* garde la censure des films et de la presse cinématographique, la surveillance des règlements corporatifs du Comité d'Organisation de l'Industrie cinématographique, le traitement des questions techniques (approvisionnement en films bruts, etc.), la liquidation matérielle des confiscations et des aryanisations.

Au début de 1943, un rapport de la *Staffel* du Nord-Ouest constate que les actualités sont un mauvais instrument de propagande, surtout quand elles présentent des vues de la guerre, qui provoquent les railleries du public, il ajoute aussi que les films allemands n'intéressent pas les Français.

Dans le domaine culturel, les spécialistes de la *Propaganda-Abteilung* manifestent d'abord une certaine modération. En effet, la reprise d'une vie intellectuelle, d'une création artistique, doit, à leur avis, constituer un dérivatif moral pour la population en la dure période qu'elle traverse. Cette reprise peut contribuer à distraire et à occuper des couches étendues du public et à empêcher la formation d'opinions ou de courants d'idées indésirables pour les Allemands. Elle est donc un facteur du maintien de l'ordre public.

Aussi le rôle de l'*Abteilung* se borne-t-il, dans une première phase, à l'exercice d'une surveillance, d'une censure éliminant les influences politiques, anti-allemandes et juives.

La formation de corporations artistiques est encouragée. En effet, la réunion de groupes professionnels isolés en associations techniques permet un contrôle facile de leur activité par les Allemands, dont l'influence ne s'exerce jamais directement, mais par l'intermédiaire et sous la responsabilité des dirigeants de ces associations, éventuellement par l'intermédiaire de services administratifs français. Ainsi, dans la branche du théâtre, les communications allemandes restent verbales, la correspondance se fait seulement du côté français.

On assiste donc à la réouverture progressive des théâtres, des spectacles de variétés, à la reprise de concerts, dont sont bannies les œuvres de compositeurs juifs, anglais ou polonais — Chopin excepté. En province surtout, les services locaux reçoivent l'ordre d'organiser des expositions artistiques, dont seront exclus les sujets politiques, les représentations de la guerre « sauf les œuvres propres à inspirer aux Français des sentiments de défaitisme ».

Simultanément, la propagande pour la culture allemande entre en action. On cherche à divulguer en France les œuvres musicales de jeunes compositeurs allemands, à faire connaître l'art allemand par l'intermédiaire de revues artistiques. Il arrive qu'on annexe, pour les besoins de la cause, des produits de l'art français à l'art allemand (1). Des troupes

(1) Il est recommandé aux services locaux de la *Staffel* du Nord-Ouest de présenter les œuvres d'art françaises antérieures à la Révolution telles que châteaux et cathédrales, comme réalisées par un peuple formé en grande partie d'éléments germaniques (Bourges 2, Documents secrets, pièce 132, 19-3-1941, p. 5).

allemandes, comme le *Schiller-Theater* dirigé par Heinrich Georg, viennent jouer à Paris. On envisage de consacrer dans la capitale une scène française à la représentation d'œuvres allemandes. On en vient à parler de la levée d'interdiction des pièces françaises en Allemagne et d'échanges entre artistes français et allemands. Mais une controverse s'élève, au début de 1942, entre l'Ambassade (1) et l'*Ableitung*, à propos de la demande d'autorisation d'une tournée théâtrale française en Suisse, en Espagne et au Portugal. Sur l'ordre du ministère de la Propagande du Reich, la *Staffel* de Paris s'y oppose avec force. L'opinion de l'Ambassade et du ministère des Affaires étrangères du Reich finit par l'emporter, et la tournée est autorisée.

C'est le signal d'un raidissement général dans l'attitude des groupes « Culture » de l'*Ableitung*, la modération est abandonnée. On rappelle que toute manifestation artistique française de qualité est un moyen de propagande en faveur de la culture française, que la vie culturelle française a suffisamment repris. On se propose d'introduire désormais le plus grand nombre possible d'œuvres allemandes, d'artistes allemands, de publications sur le théâtre allemand. On envisage l'acquisition, par des capitaux allemands, du Théâtre des Champs-Élysées. Au ministère de la Propagande du Reich, à Berlin, on décide de s'opposer, à l'avenir à toutes les tournées françaises à l'étranger et à la levée de l'interdiction de représentation d'œuvres françaises en Allemagne.

Le conflit entre les deux ministères est réglé par l'accord de juillet 1942. Le rôle culturel de l'*Ableitung* est alors réduit à la censure. En province, les services locaux doivent collaborer étroitement avec les annexes de l'Institut allemand.

A partir du 10 mars 1943, la censure préalable est d'ailleurs supprimée, sauf dans des cas spéciaux, et remplacée par des conférences de presse de politique culturelle. Le 30 septembre 1943, la dissolution du groupe « Culture » de l'*Ableitung* doit être envisagée, car le « commandeur » défend alors son existence en alléguant que sa disparition entraînerait pour le ministère de la Propagande la renonciation, au profit de l'Ambassade, à un travail indépendant dans ce domaine. Son activité continue donc, très réduite : elle paraît se limiter à l'élaboration de rapports mensuels sur la situation.

C'est dans la branche Littérature que l'activité de l'*Ableitung* s'est heurtée aux difficultés les plus graves, en raison de l'intransigeance du *Sonderführer* Dr Kaiser, chef du groupe de la *Staffel* de Paris.

En matière de censure des livres scolaires d'abord, des contestations s'élèvent avec la section « École et Culture » de l'Administration militaire allemande. Après un accord, il est convenu que la section jouera, en la

(1) L'*Ableitung* avait eu déjà plusieurs discussions avec des représentants de l'Ambassade, notamment le directeur de l'Institut allemand, sur des questions de compétences culturelles (cf. PS 2, Rapport d'activité du sous-groupe Théâtre de la *Staffel* de Paris, 16, 22-1-1941, note du 25 septembre 1941).

circonstance, le rôle d'un « lectorat » technique de la *Staffel*. Peu de temps après, la censure de la littérature scolaire est enlevée à la *Staffel* pour être prise en charge par l'*Ableitung*.

En matière de politique culturelle ensuite, un véritable conflit personnel, à propos de limites de compétences, éclate, au début de novembre 1940, entre le Dr Kaiser et le Dr Epting, directeur de l'Institut allemand, au cours des séances du cercle de travail auxquelles tous deux participent. Le différend aboutit, le 21 novembre, à un accord entre Schulz, le chef du groupe « Littérature » de l'*Ableitung*, et Epting : l'essentiel des tâches est transféré alors des services de la *Wehrmacht* à l'Institut allemand. Au début de décembre, Kaiser est révoqué (1).

Dès lors, l'*Ableitung* ne joue plus qu'un rôle très secondaire dans ce domaine : répartition des livres interdits confisqués entre les services allemands qui veulent les utiliser pour leur documentation (services de renseignements et de police), participation, à titre consultatif, aux séances de travail de l'Institut allemand, où s'élabore la liste de livres allemands destinés à être traduits en français, dite « liste Mathias ». Lorsque se pose la question de la propagande contre l'U. R. S. S., on constate que la « liste Otto » (2) a fait disparaître la plus grande partie de la littérature qui pourrait servir, l'*Ableitung* est alors chargée de rechercher la documentation française sur le sujet. Elle participe ensuite à l'élaboration d'une nouvelle liste d'écrits « indésirables ».

En somme, à Paris comme en province, son rôle s'est pratiquement limité à la confiscation des livres interdits, en collaboration avec la police secrète militaire, à la censure de tous les écrits nouveaux, à l'attribution de papier, à l'établissement de rapports ou de statistiques sur la littérature ou l'édition.

L'action de la *Propaganda-Ableitung* a été, comme on l'a vu, dès le début de l'occupation, l'objet des attaques les plus vives de la part des services allemands eux-mêmes.

Aux critiques, le « commandeur » répond que les tâches de propagande devraient être centralisées par un organisme unique, dont l'action serait homogène, au lieu d'être réparties entre plusieurs services. S'il y a des difficultés, dit-il aussi, elles sont dues à une minorité d'intellectuels et à la grande bourgeoisie qui dressent la masse du peuple français contre l'Allemagne. Il ajoute enfin que dans un pays qui est « depuis trois cents ans en conflit de race avec l'Allemagne », on ne peut s'attendre à un revirement immédiat de l'opinion, qu'il est impossible de transformer en quatre mois le peuple de France en ami de l'Allemagne et en ennemi de l'Angleterre ; en Allemagne, avec des conditions essentiellement plus

(1) P. S. 12, 2. Rapport du groupe « Littérature » de la *Staffel* de Paris, 5 au 12-12-1940. On retrouve ensuite Kaiser à la *Propaganda-Ableitung* de Belgique, en février 1941, et à l'occasion du Congrès de Bruxelles en mars 1941 (*ibid.*, 30-1 au 5-2-1941, cf. p. 20, n. 2).

(2) Les listes « Bernhard » et « Otto » de livres interdits sont, en majeure partie, l'œuvre de l'Ambassade.

faciles et la mise à contribution des meilleurs propagandistes, il a fallu de nombreuses années pour convertir le peuple aux idées politiques nouvelles.

Mais, à partir de 1942, il n'est plus question de convertir les Français à la collaboration, les illusions ont disparu, elles ont même fait place à un découragement qu'Epting qualifie de défaitisme. Le « commandeur » constate « qu'il y a peu de collaborateurs français convaincus ». La *Staffel* de Paris déclare que la propagande anti-anglaise ne peut dresser la masse contre l'Angleterre, que la propagande antisémite est tout au plus capable de rendre les Français conscients de l'existence d'une question juive. La propagande allemande, est-il dit encore, a divisé moralement le peuple français, en le forçant à discuter de certains problèmes, elle l'a soustrait ainsi à une emprise morale uniforme des Anglo-Saxons. Enfin vient cette constatation : « De tous les peuples défaits, le Français est, au point de vue psychologie de la propagande, le sujet le plus difficile à influencer... [il est] le résultat d'un processus de civilisation, dont la complication historique ne se retrouve au même degré chez aucun des peuples défaits. » C'est l'aveu embarrassé de l'incompréhension du caractère français, de l'échec.

Élisabeth DUNAN,
Archiviste aux Archives nationales.